



VILLE de RODEZ

ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement pour des travaux de réparation d'une fuite sur le réseau d'eau potable
Carrefour Saint Eloi, avenue du Maréchal Joffre, avenue de Vabre
Du 30 juillet 2024 au 2 août 2024

N° AG 2024- 0899

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le Règlement général de la voirie de la Commune de Rodez,

Vu la demande formulée le 28 juin 2024, et adressée à la Ville par l'entreprise REGIE EAU

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1ère et 8^{ème} parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

Arrête

Article 1 – Du 30 juillet 2024 au 2 août 2024, au droit du Carrefour Saint Eloi, l'entreprise EAU DE RODEZ est autorisée à occuper le domaine public fin de permettre des travaux de réparation d'une fuite sur le réseau d'eau potable.

Article 2 – Du 30 juillet 2024 au 2 août 2024, avenue du Maréchal Joffre, depuis la gare jusqu'au Carrefour Saint Eloi, la circulation et le stationnement seront interdits.

Du 30 juillet 2024 au 2 août 2024, avenue de Vabre, dans le sens du giratoire des Moutiers de la RN 88 vers le Carrefour Saint-Eloi, la circulation et le stationnement seront interdits.

Par ailleurs, au regard de la zone concernée par les travaux, une déviation des accès piétons et des véhicules sera mise en place par l'entreprise EAU DE RODEZ. Les stationnements sur les places de parking attenantes à la zone chantier seront interdits.

Article 3 - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux.

L'entreprise EAU DE RODEZ responsable de cette intervention, est chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues par le Règlement de la Voirie Communale et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions 2000 à 2003 du SETRA).

En cas de non-respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

L'entreprise EAU DE RODEZ devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie. L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

Article 4 - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Article 5 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 6 - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 5 juillet 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté
Transmis en Préfecture le 19 juillet 2024
Publié le 19 juillet 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,
Signé : Monique BULTEL-HERMENT
Acte dématérialisé

Accusé de réception en préfecture
012-211202023-20240705-ARAG20240899-AR
Reçu le 19/07/2024